

# CR DE L'AG DES RETRAITÉS BOSCH

MERCREDI 14 FÉVRIER 2024 – 15 PARTICIPANTS

Nous avons invité le syndicat des actifs de REXROTH à participer à notre réunion. Deux d'entre eux sont venus : le secrétaire du syndicat et une femme élue au CSE.

## RÈGLEMENT DES FNI :

Nous sommes désormais 14 syndiqués dans la section retraités, contre 17 auparavant. Les 3 syndiqués en moins sont des camarades très âgés dont on n'a plus de nouvelles. Ils sont cependant toujours abonnés à *Vie Nouvelle* (le journal des retraités CGT).

Il y a également 16 camarades syndiqués qui cotisent chez les actifs.

Cela porte le nombre total de retraités syndiqués à 30.

Nous faisons des démarches auprès de la banque pour mettre en place le prélèvement automatique des cotisations. Cela nous permettrait d'intégrer les camarades qui cotisent chez les actifs à notre section retraités. La banque nous demande de réunir un certain nombre de documents avant la mise en place des prélèvements, ce qui rend cette démarche relativement longue.

## INTERVENTION DU SECRÉTAIRE DU SYNDICAT SUR LE GROUPE BOSCH :

BOSCH obtient des résultats records en termes de chiffre d'affaires avec 91 milliards d'euros au niveau mondial. En dépit de cela, le groupe supprime des emplois en France.

## PLUSIEURS SITES SONT MENACÉS :

- **MONDEVILLE (14 Calvados)** – automobile : 500 salariés / PDV de 100 salariés actuellement / si pas de repreneur : fermeture d'ici 2026 ;
- **MARIGNIER (74 Haute-Savoie)** – assemblage de directions assistées : 180 salariés / recherche d'un repreneur avant fin 2024 sinon fermeture ;
- **DRANCY (93 Seine-Saint-Denis)** – chaudières : PSE pour passer de 100 à environ 10 salariés / ce site devrait fermer / les salariés restants seraient rapatriés à Saint-Ouen ;
- **SAINT-OUEN (93 Seine-Saint-Denis)** – centre d'essai moteur : 40 salariés menacés par un PSE à la suite de la réduction des moyens de test dans l'automobile ;
- **RODEZ (12 Aveyron)** – pièces automobiles première monte : le projet hydrogène est annulé/reporté. BOSCH envisage quelques volumes supplémentaires en diesel, jusqu'en 2028, pour les 500 salariés restants ;
- **RBFR VENISSIEUX (69 Rhône)** – technologie drive & control : 30 salariés/ plus de projet ;
- **MOULINS-YZEURE (03 Allier)** – pièces automobiles première monte : la génération 10 des ESP n'est pas accordée à ce jour/ risque de PSE.

## **REXROTH DSI :**

En 2023 CA : 142 millions d'euros en augmentation par rapport aux prévisions.

En 2024 CA prévisionnel : 128 M€ en baisse de 10 % par rapport à 2023. La division BOSCH REXROTH freine tous les investissements, les embauches, etc.

Le recrutement des intérimaires, qui nécessite l'accord du groupe, est fortement en baisse : 11 personnes sont prévues en 2024 (versus 60 en 2023).

Le tableau noir dressé par la Direction est en contradiction avec :

- Les chiffres records réalisés par le site ;
- La perception qu'on pouvait avoir de tels résultats il y a encore quelques années. A l'époque, réaliser un CA de 100 millions d'euros était rare et considéré comme exceptionnel.

## **NAO CHEZ DSI POUR 2024 :**

**Les propositions faites ce jour par la Direction sont les suivantes :**

- 4 % avec talon de 100 € nets (130 € bruts) : 140 personnes sont au talon, 51 au-delà ;
- AI de 0,5 %.

Pour les cadres : 3,5 % pour les AG et 1,5 % pour les AI.

## **SAS (VENISSIEUX) 350 SALARIÉS :**

Il s'agit d'une société commerciale composée essentiellement de cadres. Un bon nombre d'entre eux part dans le cadre d'un PDV (plan de départ volontaire).

Les effectifs continuent de baisser chez BOSCH France. Il y avait 8 000 salariés en 2020 ; on en compte entre 5 000 et 5 500 actuellement. Le groupe considère que la France n'est pas attractive en termes d'investissements.

## **ACTUALITÉS :**

- Les camarades sont très inquiets par la montée des nationalistes partout dans le monde et notamment en France avec la progression du RN. Ce parti politique vote contre :
  - L'augmentation du SMIC et des minima sociaux ;
  - La revalorisation des petites retraites ;
  - Le rétablissement de l'ISF ;
  - La taxe sur les superprofits.

Le RN se dit proche des travailleurs, pourtant, ses votes à l'Assemblée et au Parlement européen vont à l'encontre de leurs intérêts.

**De plus en plus de syndiqués se laissent abuser par le discours du RN :  
il nous faut dénoncer son imposture sociale sans relâche !**

- Dégradation de la qualité des soins : tous les CHU sont en déficit, les métiers de la santé ne sont plus attractifs, on manque de personnel hospitalier, notamment d'infirmières et d'infirmiers. La volonté du pouvoir en place est de privatiser les hôpitaux : cette dégradation continue en est la conséquence.
- Mutuelle : les tarifs des mutuelles sont en constante augmentation. Le coût mensuel peut atteindre 260 € pour un couple. Cela est beaucoup trop onéreux. Certains syndiqués optent pour des mutuelles moins chères qui remboursent moins bien. D'autres renoncent à souscrire, faute de moyens. Il est donc légitime pour l'UFR de revendiquer une participation des entreprises à la cotisation de la mutuelle des retraités actuels et futurs.
- Les NAO étant terminées, le Secrétaire du syndicat accepte de porter cette revendication à l'ordre du jour du prochain CSE.

### AGIRC-ARRCO :

**Débat avec les camarades : nous leur expliquons la position de l'UFR Métallurgie concernant la signature de la CGT au mois d'octobre dernier. L'UFR était contre cet accord sur les retraites complémentaires.**

Pour rappel, cette signature était motivée par la revalorisation des pensions de 4,9 % au 1<sup>er</sup> novembre 2023 et la suppression de la décote de 10 % sur les retraites complémentaires. Elle visait également à empêcher Macron de piocher dans les réserves pour financer sa promesse électorale de financer les petites retraites.

### UNE BONNE NOUVELLE QUI PEUT EN CACHER DE MAUVAISES :

- Les pensions seront automatiquement minorées de 0,4 % en-dessous de l'inflation jusqu'en 2026 sauf si le conseil d'administration de l'AGIRC-ARRCO en décide autrement. Il y a pourtant un pactole de 90 milliards de réserve dans les caisses, placé dans des actions à la bourse. Le pouvoir d'achat des retraités, quant à lui, diminue d'année en année. Il a chuté de 4,6 % en moyenne rien qu'en 2022 ;
- Ces 4,9 % représentent en moyenne une revalorisation mensuelle de 27 € à 35 € pour 80 % des retraités. L'inflation, elle, dépasse les 6 % ;
- Cette signature est en contradiction avec la revendication de la CGT qui réclame une véritable revalorisation des retraites de 10 % avec un minimum de 300 € ;
- Cet accord va se traduire également, pour la première fois, par un abaissement des taux de rendement de la retraite pour les générations futures dès 2024. En effet, alors qu'il était de 7,43 % en 2021, il va passer en-dessous des 5 %. Les cadres seront encore plus touchés et seront donc poussés vers la capitalisation, comme le revendique le MEDEF.

**Les actifs d'aujourd'hui vont donc cotiser de plus en plus pour finalement toucher une pension minorée.**

**Pour toutes ces raisons, l'UFR aurait préféré que la CGT ne signe pas cet accord.**

**Les camarades sont d'accord avec la position de l'UFR métallurgie (principalement en raison de la baisse du taux de rendement pour les futurs retraités).**

## **SITUATION INTERNATIONALE :**

Concernant le conflit en Palestine, les camarades considèrent que c'est un véritable massacre. L'objectif d'Israël est de récupérer les territoires et non pas de combattre le Hamas. La communauté internationale ne bouge pas, l'immobilisme de Macron est responsable de la situation et la France continue de livrer des armes à Israël.

A propos de l'Ukraine, Macron adopte un ton guerrier comme s'il préparait la population à la guerre. Lors de ses vœux de début d'année, il a employé le mot « réarmement » sept fois.

On est au bord d'une troisième guerre mondiale.

## **LOISIRS ET CULTURE :**

Une avancée sur l'accès à « Loisirs et Culture » des retraités dans l'entreprise : pour la première fois, le CSE propose aux retraités de participer à un voyage organisé par la Commission « Loisirs et Culture ».

Garder le lien actifs / retraités nous permet d'obtenir ces avancées.

Mohand CHEURFA  
Secrétaire de la section retraités BOSCH et REXROTH